

PLAN D'AVENIR GAULLISTE POUR LES ANTILLES

« Ces départements sont une de nos réussites les moins contestables. »

Général BILLOTTE.

DEPUIS les derniers événements de Pointe-à-Pitre (1), la presse bourgeoise se penche sur l'existence de ces petites îles lointaines qu'elle ne connaissait jusqu'alors — ou croyait connaître — qu'au travers de textes publicitaires, vantant le soleil des tropiques ou la belle eau des Caraïbes. Elle découvre soudain qu'il y existe un problème, qu'il faudra résoudre vite avant qu'il ne pourrisse. On entend s'élever la voix de d'Assier de la Vigerie, des articles sont écrits dans le *Monde diplomatique* ou dans l'*Evénement*, l'on rappelle les pages de Max Clos, dans le *Figaro*, bref, l'on s'agite. Il est nécessaire d'expliquer, de résoudre, puisqu'enfin, s'il est vrai, comme l'expliquait le ministre des départements d'outre-mer, en parlant de la Guadeloupe, que « la situation ne relève en aucune façon du type colonial », et que rien ne naît de rien, on ne comprend plus guère. Les hésitations et les difficultés de cette presse sont compréhensibles : comment, prise au mythe de la décolonisation gaulliste, peut-elle justifier la présence de ces chancres, de ces anomalies grossières ?

François Mitterrand, interrogé sur la politique de la « gauche » concernant les « départements et territoires d'outre-mer », a éludé la question, ou y a répondu par une de ces phrases creuses, gênées et vagues dont il garde le triste secret. Quant au P.C.F., son « ministère des colonies » a l'air de bien fonctionner si l'on en juge par ses relations avec les partis communistes de la Martinique et de la Guadeloupe, formellement indépendants depuis déjà un certain temps. L'un des exemples les plus significatifs en est le tournant du Parti communiste guadeloupéen lors des élections présidentielles, préconisant d'abord l'abstention et appelant ensuite à voter Mitterrand « soutenu par le P.C.F. ».

Qu'il y ait encore des colonies françaises, cela doit être une erreur, le ministre des départements d'outre-mer, le même Billotte, ne déclare-t-il pas, en parlant de La Réunion le 9 septembre, « les Réunionnais sont plus français que nature », et le général de Gaulle, en escale aux Antilles lors d'un de ses multiples périples : « Que je suis heureux de me retrouver en France ! ».

Parce que les Antilles sont la France, il y a eu trente morts lors de l'émeute de Pointe-à-Pitre (26-27 mai) pour ne parler que de la plus récente, et des

Guadeloupéens, accusés de « complot contre la sûreté intérieure de l'Etat », sont incarcérés à la Santé et attendent d'être jugés ; tandis que d'autres sont en prison en Guadeloupe même et sont jugés dans des conditions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont assez spéciales.

Parce que la Guadeloupe et la Martinique sont la France, le V^e Plan s'intéresse particulièrement à leur développement économique et social. Relevons quelques points. Les résultats globaux du IV^e Plan ont été satisfaisants, mais il y a encore certaines « causes de fragilité » qui se sont aggravées pendant les dernières années. C'est ainsi que l'on continue en disant que « plusieurs problèmes permanents n'ont pas encore reçu leur solution », et l'on trouve en tête de ces problèmes la démographie galopante : et c'est la raison pour laquelle « les départements d'outre-mer continuent à se ranger dans la frange sous-développée de l'économie nationale ». L'on trouve la solution qu'offre le pouvoir capitaliste sous une autre rubrique et compte tenu du fait qu'« il y a peu de chances pour que, à la fin du V^e Plan, l'équilibre entre l'offre de travail et la demande puisse s'effectuer de lui-même... et que les perspectives de l'emploi ne sont pas assez satisfaisantes... il est souhaitable qu'une migration au départ des départements insulaires se poursuive à un rythme annuel de l'ordre de 8 000 à 10 000 personnes. A long terme, sa nécessité pourra s'atténuer à condition que se développe une action efficace d'éducation familiale conduisant à une diminution du taux de natalité. »

Nous nous excusons de la longueur de la citation, mais elle est importante. Face au chômage endémique, et à l'incapacité de créer des emplois nouveaux, la seule solution sera donc l'expatriation d'un certain nombre d'Antillais qui, faute de trouver un emploi dans leur pays, viendront grossir en France la masse des chômeurs ou des ouvriers non qualifiés acceptant pour des raisons objectives des salaires inférieurs aux salaires des ouvriers français, et n'ayant pas la possibilité, de surcroît, une fois installés en France, de retourner dans leurs îles (cercle vicieux). Ils se trouvent donc bloqués, sans possibilités précises.

La vérité c'est que l'impérialisme français ne peut (rationalité du système) trouver une autre solution que celle-là. Le malheur, avec les partis communistes guadeloupéen et martiniquais et autres organisations réformistes antillaises, c'est qu'ils sont organiquement incapables de le comprendre. En effet,

le capital français n'investit pratiquement pas dans le développement de l'industrie (le montant dérisoire de ses investissements saute aux yeux), et, d'autre part — cette fois c'est le malheur des pro-chinois antillais que de l'ignorer — la bourgeoisie locale n'a pas les forces de se substituer au capital métropolitain et, de toute façon, ne peut intervenir qu'en investissant dans les biens immobiliers et dans le commerce. Bref, il n'est investi sur place que des capitaux improductifs. L'illustration la plus voyante de ce que nous disons est bien la vogue actuelle de l'industrie hôtelière et touristique, considérée comme la voie royale pour sortir les Antilles de l'impasse.

Il faut souligner aussi la supercherie monumentale que constitue la pseudo-réforme agraire qui se tourne — mais cela nous étonne-t-il — au profit des gros exploitants. Pourtant Billotte continue à dire : « La chance des départements d'outre-mer est de se développer au sein de la République française. » Nous voyons de quelle façon ! L'intérêt de faire survivre la monoculture (cane à sucre ou banane) est clair, et est dans la nature même de l'impérialisme. Le choix des lieux d'investissements est toujours commandé par le principe énoncé par Marx dans son *Capital* : « La production capitaliste ne produit que ce qui peut être produit avec profit et pour autant que cela peut être produit avec profit » (le *Capital*, III, I).

Tout cela n'empêche pas les organisations réformistes antillaises de continuer à préconiser « l'autonomie dans le cadre d'une union avec la France », et de demander entre leurs organisations, une unité qui ne tient aucun compte des besoins réels de la classe ouvrière et de la paysannerie antillaise. « Nous sommes résolument, expliquent-ils, contre toute aventure. »

Disons pour conclure que la tâche de l'avant-garde française doit être sans équivoque, dans la mesure où elle est impliquée par la politique de l'Etat bourgeois qui impose sa domination aux prétendus départements d'outre-mer. Lénine le disait clairement : « L'éducation internationaliste des ouvriers dans les pays oppresseurs doit se ramener fatalement à l'enseignement et à la défense du droit des nations opprimées à s'émanciper ; sans quoi il n'y a pas de véritable internationalisme. Nous avons le droit de traiter en impérialiste et en vaurien le social-démocrate d'une nation d'opresseurs qui ne ferait pas cette propagande. »

J. REIER

(1) Internationale. Juin 1967.

Un mois des troubles

APRES le trop long étouffement du mouvement revendicatif ouvrier et étudiant, le gouvernement espagnol connaît depuis 1966 de mauvaises saisons. Cet automne, annoncé comme « dramatique » par un journal de Barcelone, prouve qu'en Espagne la lutte continue malgré la répression et le chantage de la « libéralisation ».

Le 6 octobre, 15.000 métallos appartenant aux plus importantes industries métallurgiques de Viscaye (Société espagnole de construction navale, Générale électrique espagnole, Euskalduna, Echevarria, Firestone, Frimotor) ont délégué auprès du vice-secrétaire de « l'ordinacion social », 200 de leurs représentants afin de protester contre la destitution de neuf de leurs délégués syndicaux. Le 7 octobre, des centaines de travailleurs ont manifesté à Barcelone contre la fermeture de nombreuses entreprises, contre l'insuffisance de leurs salaires et afin que le salaire minimum passe de 96 pesetas (huit francs) à 320 pesetas (27 francs) par jour. A la mi-octobre, les commissions ouvrières ont décidé une semaine de lutte en protestation contre la hausse du coût de la vie. Ces cinq dernières années, le coût de la vie a augmenté de 50,7 %, et en avril 1967 la hausse fut particulièrement importante (1,4 %). Le mouvement s'est étendu à la province de 20.000 ouvriers de Séville, Bilbao, des Asturies ont arrêté le travail, les ouvriers des imprimeries des éditions Aguilar se joignent pour la première fois à la chaîne des mouvements.

Les protestations sont durement réprimées : 250 militants sont incarcérés à Carabanchel, 6 femmes à la prison centrale de Las Ventas ; 150 leaders syndicalistes sont détenus à la direction générale de la Sécurité et, depuis le début de la semaine de lutte, 1.000 travailleurs ont fait l'objet de « vérifications d'identité » aux commissariats. A Malaga, 8 membres des commissions ouvrières ont été arrêtés. M. Camacho, leader des commissions ouvrières, est détenu depuis sept mois sans procès.

Chez les étudiants, la tension augmente : à Grenade, la majorité des étudiants se sont mis en grève pour réclamer la liberté syndicale ; à Madrid, les étudiants ont tenu un meeting de protestation contre l'arrestation d'un délégué de la faculté, Fernando Bernis ; six d'entre eux ont été arrêtés : le nouveau doyen de la faculté des Sciences économiques a déclaré qu'il était partisan de l'action syndicale complètement libre à l'Université.

Les intimidations de la police n'ont pas empêché les manifestations du 27 octobre d'avoir lieu. Un tract appelait même les

LA GUERRE AU NIGERIA

LA situation nigérienne est toujours une impasse. Les combats continuent de se dérouler sur les divers fronts sans qu'on sache trop les positions exactes des diverses troupes. Il est difficile, dès lors, de faire le point de la situation militaire.

Le fait notable est cependant l'arrêt de l'avance, puis le recul biafrais et la contre-attaque de l'armée fédérale qui a profondément pénétré dans le territoire du Biafra (75.000 km² avec une population de 12 millions d'habitants).

Reprenons les faits. Début janvier 1966, des officiers, en majorité Ibos tentent un coup d'Etat et massacrent le Sardauna de Sokoto — émir qui dirigeait la puissante région du Nord — son homme lige, le Premier ministre fédéral de l'époque, Tafawa Balewa, les chefs Eboh Akintola et des généraux du Nord. Le général Ironsi, d'origine Ibo, qui avait échappé au massacre, prend le pouvoir et tente d'unifier le pays. Révoltés par le sort réservé à leurs leaders, les populations et les soldats du Nord mettent en échec le général Ironsi. Celui-ci sera tué en juillet 1966 par ses adversaires. Un jeune officier, qui n'est ni Haoussa, ni Ibo, ni Yoruba (1) est promu commandant en chef de l'armée et chef du gouvernement ; le lieutenant-colonel Gowon, un ancien de Sandhurst, le Saint-Cyr britannique. Son autorité est contestée par le nouveau leader des Ibos, le lieutenant-colonel Ojukwu. Ce dernier proclame l'indépendance le 30 mai 1967, sous la pression des masses Ibos qui entendaient ainsi protester contre le massacre des Ibos du Nord en septembre 1966, quelques semaines après l'assassinat d'Ironsi.

Début juillet, le conflit éclate entre le pouvoir fédéral et les dirigeants de l'Est qui prend le nom de Biafra.

Après deux mois de succès dus à une bonne organisation de leurs forces et à l'utilisation d'hélicoptères et de B-26 (1 à 3), les troupes biafraises battent en retraite et se voient rejetées sur la défensive depuis la deuxième quinzaine de septembre. Début octobre, la marine, l'aviation et l'armée de terre nigériennes se sont efforcées de parer le blocus du Biafra et d'encercler les troupes sécessionnistes. La capitale des sécessionnistes, Enugu, est tombée entre les mains de l'armée fédérale. Soupçonnant quelques dirigeants de l'armée d'avoir trahi, le gou-

vernement biafrais a ordonné l'exécution de quatre officiers supérieurs dont un originaire du Nigéria de l'Ouest, le lieutenant-colonel Banjo. Un avion biafrais, dans lequel se trouvait un important homme d'affaire britannique, Oppenheim et des mercenaires français, a été abattu au-dessus de Lagos. Ce n'est pas le seul fait qui révèle, jour après jour, que, si la révolte Ibo est compréhensible dans une certaine mesure (nécessité de réagir contre les pogroms haoussas), le régime sécessionniste ne s'appuie pas moins sur des milieux réactionnaires qui font penser à une expérience du même type : l'aide que les milieux financiers et les colonies internationales de mercenaires ont apporté à Moïse Tshombé pendant le complot katangais. Lisbonne est la plaque tournante des activités des mercenaires et des marchands d'armes. Des aviateurs et marchands d'armes italiens, espagnols et français, qui s'étaient déjà illustrés dans l'affaire katangaise, opèrent au Biafra à partir de l'île « portugaise » de Principe. Dans une interview au journaliste du Monde, Philippe Decraene, le général Gowon indique qu'il possède des preuves irréfutables montrant que le colonel Ojukwu s'est efforcé d'intéresser des milieux financiers proches de la Banque Rothschild à l'exploitation des richesses minières et pétrolières de la région orientale et que des mercenaires français combattaient dans les rangs des troupes sécessionnistes. Malgré son ostentation d'ami du tiers-monde ; on ne voit pas que le gouvernement de Paris assure quelque surveillance que ce soit sur les activités des spécialistes de la subversion issus des bas-fonds ou des troupes coloniales ayant opéré en Indochine et en Algérie. Il en a pourtant la possibilité, et sa responsabilité serait engagée si se renouvelait une nouvelle affaire Bob Denard, machinée à partir des lobbies pro-colonialistes et tshombistes de Paris, qui ne manquent pas d'attaches en haut-lieu.

LES CORBEAUX IMPERIALISTES
SUR LE NIGERIA

Profitant des douleurs d'enfantement de la nation nigérienne, les chancelleries impérialistes se sont efforcées de renouveler l'opération qui leur a permis de triompher de Lumumba au Congo et de consolider leur

position. Bien qu'il ait contacté des obligations impérialistes envers l'autorité fédérale nigérienne, le gouvernement britannique a refusé d'autoriser la livraison d'armes commandées par le gouvernement de Lagos, sous prétexte de « neutralité » entre les deux parties. En fait, le gouvernement anglais espérait ainsi favoriser la victoire de la sécession. Tandis que la Maison Blanche s'alignait sur cette position en alléguant le même prétexte alors qu'au Vietnam, son souci de la « neutralité » se marquait par l'intervention de 500.000 hommes. Bonn a retiré les conseillers techniques qui l'accusaient avec une incroyable légèreté d'être « un agent » américain ou britannique, le général Gowon c'est tourné vers les Etats ouvriers pour combler le vide créé par les dérobades anglaises et allemandes. L'assistance technique allemande a été remplacée par celle des Soviétiques tandis que des armes et des avions ont été envoyés par la Tchécoslovaquie. Il semble bien que ce jeune officier de trente-quatre ans, l'ait fait sans altérer l'indépendance de son gouvernement.

Les nouvelles du champ de bataille révèlent le caractère atroce de cette guerre fratricide où le sang de l'Afrique coule encore une fois pour des intérêts étrangers. Au Nigéria, comme en chacun des pays pluri-nationaux d'Afrique, il n'y a que misère, enchaînement de violences et de morts à attendre des tentatives de régler les problèmes par la domination d'une ethnie sur une autre. Il existe des solutions fédérales démocratiques susceptibles de favoriser l'épanouissement des nationalités et ethnies, mais elles ne sont qu'un des éléments d'une politique socialiste. Au Nigéria, où le mouvement ouvrier est plus puissant et mieux organisé que dans la plupart des autres pays africains, c'est de lui que doit venir le programme qui mettra fin aux guerres raciales. La guerre inter-ethnique et la sécession font pour l'instant le jeu des pires ennemis de l'Afrique et du socialisme.

Gilbert WADE.

(1) Les Yoruba peuplent la province occidentale dont le chef-lieu est Ibadan.